



CSI DÉCLARATION

CSI, Confédération syndicale internationale
Décembre 2009

Les syndicats et le changement climatique

Equité, justice et
solidarité
dans la lutte contre le
changement climatique

Créée le 1er novembre 2006, la CSI représente 175 millions de travailleurs, dont 40% de femmes, au sein de 311 organisations affiliées nationales dans 155 pays.

La CSI est une Confédération de centrales syndicales nationales, dont chacune rassemble les syndicats d'un pays donné. L'affiliation est ouverte aux organisations syndicales qui sont indépendantes de toute influence extérieure et qui sont dotées d'une structure démocratique.

La première mission de la CSI consiste à promouvoir et à défendre les droits et les intérêts des travailleurs/euses au travers de la coopération internationale entre les syndicats, de campagnes mondiales et d'actions militantes au sein des principales institutions internationales. Le document de programme adopté lors du Congrès de fondation de la CSI expose le cadre stratégique général de la Confédération, établi sur base des politiques poursuivies par la CISL et la CMT.

Ses principaux domaines d'action sont: les droits syndicaux et les droits humains, l'économie, la société et le lieu de travail, l'égalité et la non-discrimination, la solidarité internationale.

La CSI adhère aux principes de la démocratie et de l'indépendance syndicales tels que précisés dans ses statuts.

—
CSI
5 Boulevard du Roi Albert II, Bte1
1210 Bruxelles
Belgique
Téléphone: +322 224 02 11
Fax: +322 201 58 15
E-mail: <mailto:info@ituc-csi.org>
www.ituc-csi.org

Les syndicats et le changement climatique (*)

Equité, justice et
solidarité
dans la lutte contre
le changement
climatique

(*) Document de position syndicale auprès de la COP15,
Convention cadre des Nations unies sur le changement
climatique, Copenhague, Danemark (7-18 décembre 2009)

SOMMAIRE

Il est temps de s'attaquer au changement climatique: faire face au changement climatique mondial s'avère crucial dans l'intérêt économique, social et environnemental de tous les peuples du monde. Les syndicats considèrent que des mesures d'atténuation ambitieuses sont fondamentales si nous voulons laisser à nos enfants un monde durable et la possibilité d'atteindre les objectifs sociaux et de développement. Ces actions doivent être partagées et distribuées équitablement entre pays et dans chaque pays: la responsabilité et la capacité doivent constituer les principes directeurs de la répartition des charges. En tant que syndicats représentatifs tant du nord que du sud, nous demandons à tous les gouvernements de respecter le mandat de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de s'engager fermement à réduire les émissions sur la base de leurs différentes responsabilités et de leurs capacités respectives (pour en savoir plus sur l'atténuation, voir page 8).

Il est temps d'avoir espoir et de créer des emplois "verts et décents": les politiques climatiques offrent la possibilité de redonner espoir, de corriger et de reconstruire les économies nationales sur une base durable et en créant des emplois qui réduisent les émissions de GES. Les syndicats œuvrent, aux quatre coins du monde, pour concrétiser les énormes possibilités de création d'emplois "verts et décents" résultant de cette transformation mondiale et, en particulier, pour améliorer les emplois traditionnels afin de les rendre durables sur les plans social et environnemental. Moyennant des stratégies ambitieuses de négociation collective nationales et internationales, le potentiel des travailleurs/euses et des entreprises pourrait être mis à profit en respectant l'environnement (pour en savoir plus sur les possibilités "d'emploi vert et décent", voir page 10)

Il est temps de garantir une transition juste: la transformation économique ne peut être laissée dans la "main invisible" du marché. Les investissements promus par le gouvernement, le développement d'innovation et de compétences, la protection sociale et la concertation avec les partenaires sociaux (les syndicats et les employeurs) s'avèrent essentiels si nous voulons obtenir des changements. C'est pourquoi, nous appelons à une "transition juste" comme moyen de faciliter la transformation vers une société plus durable et de redonner espoir dans la capacité d'une "économie verte" pour garantir des emplois et des moyens de subsistance pour tous (pour en savoir plus sur la "transition juste", voir page 13).

Il est temps de combler le fossé "d'adaptation": on ne peut laisser les pauvres sombrer dans une misère encore plus grande. Les pays développés devraient assigner les fonds publics suffisants à l'adaptation dans les pays en développement. Ceux-ci devraient intégrer l'adaptation dans leurs politiques en matière de développement et d'emploi. Les régimes de protection sociale, la promotion du travail décent et des services publics de qualité s'avèrent fondamentaux comme moyens de réduire la pauvreté et, par conséquent, la

vulnérabilité au changement climatique (pour en savoir plus sur l'adaptation, voir page 18).

Il est temps de faire fonctionner les investissements et la technologie pour tous: de plus grands investissements sont nécessaires pour développer des politiques industrielles durables à long terme, visant à conserver et à créer des emplois décents et "verts"/durables, à rendre "verts" tous les lieux de travail et à développer et à déployer la technologie. Les politiques d'innovation, notamment les innovations sociales, sont également fondamentales. Les pays développés doivent redoubler d'effort en ce qui concerne le transfert de technologie et le financement de la recherche et de l'innovation dans les pays en développement (pour en savoir plus sur les investissements, voir page 25).

Il est temps que les travailleurs/euses et les lieux de travail deviennent des acteurs de leur futur: étant donné que pratiquement trois quarts des gaz à effet de serre dans le monde proviennent de l'industrie manufacturière, de la production ou de l'approvisionnement énergétique, des transports et de la construction, des actions sur le lieu de travail s'avéreront cruciales pour obtenir un changement. Des politiques préventives et proactives doivent être établies pour les travailleurs/euses et les lieux de travail en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique et les effets potentiels des politiques d'atténuation (pour en savoir plus sur les lieux de travail, voir page 29).

INTRODUCTION

Les multiples crises auxquelles est confronté le monde – des combustibles, alimentaire, du chômage, climatique – tirent toutes leurs origines dans un modèle socialement injuste et non durable sur le plan environnemental, qui met en danger la capacité de nos sociétés à garantir une vie décente à la population mondiale. Ce modèle a traduit la création des richesses en une dégradation de l'environnement et en une concentration des revenus entre les mains de quelques-uns. Il a promu un système dans lequel les modes de production non durables sont acceptés comme les "dommages collatéraux" pour garantir la croissance et le développement, où sont appliquées une déréglementation et une économie de libre-marché, créant un système international qui n'a pas réussi à correctement maîtriser la gouvernance de la mondialisation. Toutes ces crises punissent les plus pauvres et les plus vulnérables, ceux qui ne sont pas à l'origine de ces problèmes. Le monde se trouve à présent à un moment décisif, lorsqu'un nouvel accord mondial concernant le changement climatique doit être conclu. Il est temps de le concevoir de sorte qu'il améliore la vie des citoyens et leur offre de nouvelles possibilités de créer des emplois décents et verts tout en réduisant la dégradation de l'environnement.

Une solution durable à la crise peut être trouvée si ces multiples défis sont relevés de manière cohérente. Nous devons transformer nos sociétés et lieux de travail pour les rendre durables, afin de garantir la survie des emplois et des moyens de subsistance tant d'aujourd'hui que de demain.

Nous sommes en mesure de prédire les conséquences d'une prolifération incontrôlée d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Si nous n'arrivons pas à une solution multilatérale ambitieuse et innovante, les travailleurs seront les principales victimes du changement climatique, en particulier dans les pays en développement. Dans ces pays, leur seule responsabilité aura été d'être nés pauvres dans les zones les plus fragiles et exposées de la planète. Au vu de ce qui se profile à l'horizon, la signature d'un accord international ambitieux n'est pas souhaitable mais indispensable: un accord qui tient compte des besoins et des aspirations de tous; un accord qui pose les bases de la société que nous voulons bâtir et transmettre aux générations futures.

Pour le monde syndical, le changement climatique soulève des questions importantes liées à la justice sociale, à l'équité et aux droits de l'homme; des questions qui traversent les frontières et les générations. Il est temps d'agir ! Déterminés et volontaires, les syndicats s'engagent dans les négociations avec un message de solidarité et d'action.

Déterminés - en tant que syndicats représentatifs du Nord et du Sud, nous enjoignons les gouvernements à respecter le mandat de la Convention. Nous sommions les gouvernements des pays développés à s'engager fermement sur la voie des réductions de leurs émissions sur la base de leurs responsabilités et de leurs capacités respectives. Les réductions d'émissions sont essentielles pour garantir une croissance durable et offrent une possibilité de lutter contre la crise économique et financière moyennant des investissements sociaux et responsables sur le plan environnemental; elles peuvent constituer un moteur pour la création d'emplois décents. Elles ne peuvent plus être repoussées.

Les syndicats considèrent que des mesures d'atténuation ambitieuses sont fondamentales si nous voulons laisser à nos enfants un monde durable et la possibilité d'atteindre les objectifs sociaux et de développement. Ces actions doivent être partagées et distribuées équitablement **entre pays et dans** chaque pays: la responsabilité et la capacité doivent constituer les principes directeurs de la répartition des charges.

Solidarité - les syndicats et leurs adhérents sont conscients que les transitions ne sont pas des processus simples, que la transition vers une économie à faible émission en GES – qui permette un développement écologiquement responsable – représente un défi colossal. Lorsque les transitions sont mal gérées, ce sont les plus pauvres qui paient le prix fort. Nous insistons donc sur le fait qu'il faille soutenir et assister les plus vulnérables durant le processus de transition. La justice climatique, la défense des droits et la protection sociale forment des préalables indispensables à toute transition juste et durable.

L'action - en tant que représentants de millions de travailleurs, nous formons une part non négligeable de la solution. Lucides quant à nos responsabilités vis-à-vis des travailleurs et des générations futures, nous avons initié des actions qui s'inscrivent dans une démarche à la fois environnementale et sociale. A tous les niveaux – international, régional, national, sectoriel et sur le lieu de travail – les syndicats se sont engagés dans des actions qui vont dans le sens d'une société plus équitable, plus durable et plus respectueuse des droits de l'homme et du travailleur.

En tant que syndicats, nous considérons que ces négociations doivent signaler l'avènement d'un nouveau et ambitieux processus de transformation sociale, durant lequel nous pouvons discuter non seulement de la question urgente des réductions d'émissions de GES mais aussi des moyens à mettre en œuvre pour changer nos manière de produire, nos habitudes de consommation et d'interaction, toujours sur la base de la solidarité et du respect mutuel. Les gouvernements et les autres acteurs engagés dans la lutte peuvent s'appuyer et compter sur les travailleurs et leurs syndicats en tant que moteurs de ce changement environnemental et social.

Il est temps de s'attaquer au changement climatique

La réalisation d'un accord juste dans le domaine de la protection climatique dépend surtout du succès des négociations de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC). Les syndicats feront tout leur possible pour que ces négociations contribuent de manière concrète à la protection de la planète. Ceci implique un accord équitable et socialement engagé.

Nous réaffirmons la volonté du mouvement syndical international d'atteindre un accord qui limite la hausse des températures globales à moins de 2°C. En conséquence, **les syndicats encouragent les gouvernements présents à la CCNUCC à Copenhague à suivre le scénario respectif fixé par le GIEC pour réduire d'ici à 2050 les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 85% par rapport aux niveaux de 1990 et mettent en évidence la nécessité d'établir des objectifs intermédiaires pour y arriver, notamment une réduction correspondante d'ici 2020 par les pays développés d'au moins 25%-40% par rapport aux niveaux de 1990.**

La CSI est consciente que certaines circonstances spécifiques dans les pays développés peuvent déboucher sur des objectifs plus ou moins ambitieux, pourvu que la réduction nette en émissions des pays de l'Annexe 1 respecte les objectifs fixés par le GIEC.

Nous appelons également les principaux émetteurs dans les pays en développement et les pays qui ont atteint un certain niveau de développement à contribuer à l'effort collectif, et ce à travers la mise en œuvre de différentes politiques: objectifs sur les énergies renouvelables, efficacité énergétique, technologies liées au charbon propres, moins de déforestation, entre autres. Ces politiques doivent s'accompagner d'objectifs et de mécanismes clairs dans les pays développés afin qu'ils contribuent au financement et au transfert de nouvelles technologies vers les pays en développement. Ces contributions sont particulièrement nécessaires à la lumière des « responsabilités historiques » pour la crise climatique actuelle.

Bien que nous reconnaissons leur besoin de procéder à une transition vers un développement à faible rejet en GES qui soit en cohérence avec leurs capacités, les pays en développement devraient être en mesure de fournir à leurs citoyens un accès à une vie décente et à des emplois de qualité.

Des objectifs à moyen terme (2020) requerront la possibilité de réviser l'accord qui sera adopté à Copenhague à la lumière du cinquième rapport d'évaluation du GIEC, qui sera publié en 2014/2015, au cas où les preuves scientifiques requerraient des actions plus ambitieuses. Une clause de révision s'avérerait utile, conjuguée à une évaluation de grande échelle de l'efficacité environnementale de l'accord.

Les gouvernements doivent garantir une voie juste pour la transition **entre** pays et **dans** chaque pays, en vue de protéger les plus vulnérables dans la société.

Il faut des mesures adéquates pour assurer une distribution équitable des différents coûts associés aux réductions d'émissions, pour que les plus pauvres ne subissent pas automatiquement le coût de l'adaptation. Les niveaux de revenus doivent être pris en compte afin de diriger les efforts de réductions d'émissions vers ceux qui ont les moyens de prendre les mesures qui s'imposent.

LES SYNDICATS UNIS AU NIVEAU INTERNATIONAL

Les syndicats ont fait des pas décisifs vers la construction d'un nouveau syndicalisme, réellement international, représentatif et ambitieux; un syndicalisme qui représente les travailleurs d'aujourd'hui et de demain au niveau international.

LA CONFEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE (CSI) créée en 2006. Elle représente 175 millions de travailleurs à travers 311 organisations affiliées dans 155 pays et territoires. Son programme de travail, adopté lors de son Congrès Fondateur, souligne la nécessité pour la communauté internationale de mettre en place une stratégie globale pour le développement durable à travers des liens entre le monde du travail et l'environnement. Voir <http://www.ituc-csi.org/>

ET SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE...

LES SYNDICATS ONT CREE LE GROUPE DE TRAVAIL CSI SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE: En juin 2007, le Conseil Général de la CSI a souligné le fait qu'il était vital que les syndicats travaillent sur le thème des impacts sociaux du changement climatique (emploi, revenus, migration, consultation, etc.). Il était également important que l'approche syndicale soit reflétée dans les négociations internationales en cours. En décembre 2007, le Conseil décida donc de créer le Trade Union Task Force (Groupe de travail syndical). Toutes les organisations régionales de la CSI sont représentées (à travers des syndicalistes) dans ce groupe qui tient à garder un équilibre entre les représentants des pays développés et ceux des pays en développement. Plus de 30% de ses membres ainsi que la Présidente de la Task Force sont des femmes.

DEVELOPPEMENT DES CAPACITES: Un programme ambitieux sur le Travail et l'Environnement a été initié (coordonné par la Fondation Sustainlabour). Des formations de syndicalistes sont organisées sur le changement climatique dans les 3 différentes régions en développement. Ces activités seront suivies d'autres formations et de la mise en place de réseaux régionaux d'experts.

SUIVI DU PROCESSUS CCNUCC: En 2007, les syndicats ont créé un Groupe de Travail Ad-Hoc sur le Changement Climatique. Cette initiative a été prise dans le but d'offrir des informations sur les négociations de la CCNUCC. A ce jour, le groupe de travail peut compter sur la participation de 49 centrales nationales (représentant 39 pays), 3 organisations CSI Régionales (Afrique, Amérique, Asie Pacifique) et la Confédération européenne des syndicats (CES), 5 Fédérations syndicales internationales (Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, Fédération internationale des ouvriers du transport, Internationale des services publics, Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir, Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses), 2 organisations syndicales internationales (CSI et TUAC) et 1 agence de l'ONU (OIT).

Les politiques climatiques offrent la possibilité de redonner espoir, de corriger et de reconstruire les économies nationales sur une base durable et en créant des emplois qui réduisent les émissions de GES. Les syndicats oeuvrent, aux quatre coins du monde, pour concrétiser les énormes possibilités de création d'emplois "verts et décents".

**Il est temps d'avoir espoir
Il est temps de créer des emplois verts et décents
Il est temps de garantir une transition juste**

La grande transition vers une société durable nous offre l'opportunité de créer des emplois verts et décents, de transformer et d'améliorer les emplois traditionnels et d'intégrer les questions de la démocratie et de la justice sociale dans le processus de prise de décisions. La transformation doit être un processus inclusif, conjugué à un pacte social – un pacte pour une transition juste et globale.

La transition juste que souhaitent les syndicats se fonde sur les politiques suivantes:

1. La création de vraies perspectives vertes: d'importants plans d'investissement devront être établis pour développer des politiques industrielles durables à long terme, en vue de maintenir et de créer des emplois décents et "verts"/durables, d' "écologiser" les lieux de travail et de développer et de déployer de nouvelles technologies à faibles émissions de carbone. Des politiques d'innovation, y compris des innovations sociales, des investissements

publics et la réorientation des flux financiers vers un développement durables sont également essentiels.

2. Des bases saines: la recherche et l'évaluation précoce des impacts des changements climatiques et des politiques en matière de changement climatique sur l'emploi, les compétences, les moyens de subsistance, l'équité de genre et d'autres aspects sociaux sont essentiels pour mieux se préparer au changement.

3. Débattons-en!: les gouvernements se doivent de consulter les syndicats, employeurs, communautés et tout groupe qui doivent faire partie de cette transformation. La démocratie, la consultation des partenaires sociaux et le respect des droits de l'homme et du travail constituent les conditions de base pour assurer une transition en douceur et efficace vers une société durable.

4. Formez vos travailleurs et le futur s'offre à vous: des changements sur le terrain requièrent la formation des travailleurs et travailleuses aux technologies et processus dits "propres"; ceci est l'un des principes clés pour intégrer et développer de nouvelles technologies et débloquent le potentiel d'investissements verts. Ceci doit inclure une éducation formelle et non formelle, la formation, le recyclage professionnel, et l'apprentissage tout au long de la vie pour les travailleurs, leur famille et les communautés qui dépendent d'eux.

5. Il est aussi question de protection!: La vulnérabilité peut être source de réticence pour le soutien au changement. Les programmes de protection sociale, y compris les politiques actives du marché de l'emploi (la sécurité sociale, notamment des programmes d'assurance sociale et de garantie des revenus, et les services de placement, entre autres) et l'accès à des services publics à des prix abordables (santé, besoins de base en énergie, eau et assainissement) sont essentiels pour assurer une transition juste.

6. Pas de taille unique: chaque région et chaque communauté à risque devront se munir d'un plan de diversification économique et d'adaptation au changement climatique; "une adaptation de marché libre" ne peut que conduire à la souffrance et à une opposition aux mesures climatiques.

Une économie à faibles émissions de carbone: un moteur pour des emplois (plus) verts

Le 4^{ème} Rapport d'évaluation du GIEC a insisté sur les conséquences dangereuses et irréversibles du changement climatique. Si des mesures ambitieuses et effectives de réductions des émissions de GES ne sont pas mises en œuvre, les conséquences sur l'économie – y compris sur l'emploi – seront catastrophiques. **Alors que la protection de l'emploi a parfois été évoquée comme raison pour ne pas s'engager sur la voie des réductions d'émissions de GES, les données disponibles montrent que la lutte contre le changement climatique a un effet net positif sur l'emploi. Les**

syndicats considèrent que le changement climatique représente une opportunité potentiellement positive pour créer des emplois sur la base d'une société durable et équitable.

Un rapport publié par le PNUE, l'OIT, la CSI et l'OIE intitulé "Green jobs: towards decent work in a sustainable, low-carbon economy"¹ ("Emplois verts: vers un travail décent dans un monde durable et à faible production en carbone") nous offre un regard global sur les opportunités et les défis pour atteindre des emplois plus verts. Les conclusions du document insistent sur le fait qu'il existe déjà plusieurs millions d'emplois verts dans les pays industrialisés, émergents et en développement. Le rapport explique qu'il existe plus de 2,3 millions d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables, qu'il y a environ 4 millions d'emplois verts directs dans le domaine de l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments aux Etats-Unis et dans l'UE, et qu'il existe des opportunités considérables de création d'emplois verts dans le secteur des transports. Le message semble avoir été entendu. Plusieurs pays soulignent l'importance de la création d'emplois par rapport aux mesures environnementales dans leurs plans de reprise. L'Observatoire français de conjoncture économique a annoncé la création de 500.000 emplois verts d'ici 2.020 résultant de la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, le recyclage, les transports propres, et l'efficacité énergétique du bâtiment. Au Japon, le nombre d'emplois dans le secteur des industries environnementales est prévu de doubler, comptabilisant 2,8 millions d'individus d'ici 2020.

Les emplois verts représentent une contribution potentiellement majeure à une croissance verte et propre, et donc au développement et à la réduction de la pauvreté. Pour que ceci soit possible, la qualité de ces emplois doit être améliorée. De nombreux emplois verts, tels que ceux dans les domaines du recyclage, de la construction ou des agro-carburants sont informels. Sans une gestion adéquate, ils risquent de produire des effets contraires à ceux initialement voulus. Par exemple, des violations sérieuses des droits de l'homme et du travail ont été rapportées dans la production d'agro-carburants. Il est également nécessaire d'adapter des solutions « vertes » aux réalités et aspirations locales.

Les syndicats restent déterminés à promouvoir des conditions de travail et de vie décentes pour les travailleurs, qu'il s'agisse des nouveaux secteurs ou des secteurs plus traditionnels. La pauvreté est, dans de nombreux cas, aux sources de la dégradation de l'environnement. Des salaires stables et décents impliquent généralement de bonnes conditions de vie et contribuent à la protection des ressources naturelles. Il est nécessaire de développer de toute urgence des stratégies de négociation nationales et internationales, visant à renforcer graduellement les efforts des travailleurs et des employeurs pour fournir des conditions de travail décentes et vertes.

¹ Le rapport définit les "emplois verts" comme des emplois qui réduisent l'impact environnemental des entreprises et des secteurs économiques (à terme, à des niveaux qui sont durables). Les "emplois verts" sont ceux en agriculture, dans l'industrie, les services et l'administration qui contribuent à la préservation ou à la restauration de la qualité de l'environnement. Les emplois verts se retrouvent dans de nombreux secteurs de l'économie (de l'énergie au recyclage en passant par l'agriculture, le bâtiment et le transport). Ils contribuent à réduire la consommation en énergie, en matières premières et en eau à travers des stratégies à haute efficacité, "dé-carboniser" l'économie et réduire les émissions de GES, pour minimiser (ou éviter complètement) toutes formes de déchets ou de pollution, et pour protéger et restaurer les écosystèmes et la biodiversité.

La transformation économique ne peut être laissée dans la « main invisible » du marché. Les investissements promus par le gouvernement, le développement d'innovation et de compétences, la protection sociale et la concertation avec les partenaires sociaux (les syndicats et les employeurs) s'avèrent essentiels si nous voulons obtenir des changements. C'est pourquoi, nous appelons à une "transition juste"

Les syndicats travailleront pour que tous les emplois deviennent plus écologiquement durables et plus socialement justes. Les emplois verts représentent un premier pas dans cette direction.

Pourquoi avons-nous besoin d'une transition juste?

Le futur accord doit se fonder sur un consensus politique large et durable sur la nécessité d'adopter des mesures ambitieuses de réduction des émissions, si nous voulons fournir un cadre stable sur lequel les gouvernements et les entreprises puissent baser leurs stratégies et investissements.

L'accord doit signaler à tous les pays et parties prenantes que les signataires sont conscients de son impact social et économique et qu'il propose une stratégie pour aborder la question, en particulier en ce qui concerne les dégâts causés par le changement climatique, le droit au développement dans un monde à faibles émissions de carbone, le besoin d'une justice sociale et la transformation des pertes d'emploi en nouvelles opportunités d'emplois verts et décents. Ce dernier point s'avère particulièrement important dans le contexte actuel de crise économique.

Un processus de prise de décisions démocratique et le respect des droits de l'homme et des travailleurs sont essentiels pour garantir une représentation équitable des intérêts des travailleurs et de leurs communautés au niveau national. Les syndicats demandent que l'emploi, le revenu, la distribution des richesses, le pouvoir d'achat, l'égalité des sexes et la lutte contre la pauvreté soient au cœur des discussions.

Les gouvernements doivent garantir que les politiques mises en œuvre n'engendreront pas de pertes nettes d'emplois. Tout nouvel accord devra aborder:

- Les effets sur l'emploi de problèmes liés au climat: déplacements de populations, pertes d'emplois dans des secteurs sensibles au changement climatique, réfugiés climatiques;
- Les effets sur l'emploi de la mise en place de mesures d'adaptation: investissements dans des infrastructures ou transformations des productions;
- Les effets sur l'emploi et impacts associés aux efforts d'atténuation.

L'instauration de la justice sociale doit être garantie au moment de mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation. La promotion d'emplois décents et verts, le développement et l'innovation de systèmes de protection sociale et le déploiement de technologies à faible émissions de carbone seront essentiels pour soutenir les communautés et garantir une réduction des émissions de GES tout en maintenant les emplois dans les secteurs à haute consommation en énergie.

Il est essentiel d'institutionnaliser le dialogue social, la participation et la sensibilisation. Il est désormais temps pour les gouvernements présents à la CCNUCC de promouvoir un processus démocratique de prise de décisions au niveau national et de clairement afficher leur soutien aux

mesures d'accompagnement afin de garantir que les travailleurs et leurs communautés ne soient pas affectés par la nouvelle donne économique. Il s'agira aussi de garantir une distribution équitable des coûts associés à cet effort collectif.

DIALOGUE SOCIAL ESPAGNOL: POUR UNE TRANSITION «EN DOUCEUR»

QUI?

Syndicats espagnols (CCOO et UGT), gouvernement et entreprises

POURQUOI?

Pour prévenir, éviter et réduire les effets potentiellement négatifs qui pourraient être associés à l'application du Protocole de Kyoto, en particulier ceux qui sont liés à la compétitivité et à l'emploi.

QUOI?

Une plateforme pour un dialogue tripartite sur le changement climatique a été mise en place autour d'une 'table de dialogue'. Ultérieurement, sept tables rondes (une par secteur industriel) ont été organisées, ainsi qu'une deuxième réunion pour le secteur résidentiel, commercial et de transport.

Une étude approfondie des conséquences sociales et économiques d'un Plan National d'Allocation sur l'emploi a été faite par CCOO (dans le cadre de ce dialogue tripartite).

Pour plus d'informations bmtome@istas.ccoo.es

LE GRENELLE FRANÇAIS DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MER

QUI?

Le gouvernement français, conjointement avec des syndicats, des employeurs, des ONG et des autorités locales.

POURQUOI?

Il était nécessaire d'obtenir un consensus à long terme sur la politique publique française en matière d'environnement et de développement durable.

QUOI?

Le Grenelle de l'environnement a été organisé pendant 6 mois en 2007. Plusieurs groupes de travail différents ont été établis en vue d'évaluer et de recommander des politiques sur des questions particulières. Ces recommandations ont été regroupées dans un rapport final, soumis au président français qui a élaboré une loi sur la base de ces recommandations. Des décisions importantes ont été prises en matière de climat, de biodiversité, de logement, de transports ou de démocratie environnementale. Ce mode de travail, qui a permis d'engager une vaste consultation pour recueillir un consensus, a également été utilisé en ce qui concerne d'autres questions en 2009, notamment le Grenelle de la mer ou sur les risques industriels. Ces réunions ont permis au mouvement syndical d'exploiter son potentiel en tant qu'expert en dialogue social, modérateur entre différentes parties, en contribuant à renforcer la coopération entre les différents acteurs en ce qui concerne les défis à relever.

Pour de plus amples informations: dolivier@cfdt.fr

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'EMPLOI EN EUROPE: L'INFORMATION EN TANT QUE FONDEMENT DU PROCESSUS DE PRISE DE DECISIONS

QUI?

La Confédération Européenne des Syndicats (CES), SYNDEX, l'Institut Wuppertal et ISTAS

POURQUOI?

Pour connaître les répercussions potentielles sur l'emploi d'une réduction de 40% des émissions européennes de CO2 d'ici 2030 (à travers les politiques climatiques) sur 4 secteurs en particulier (production énergétique, industries fortement consommatrices en énergie, transport et construction) dans 11 pays de l'UE.

QUOI?

Une étude ambitieuse qui offre une analyse intéressante de l'impact des politiques liées au changement climatique sur le secteur de la production énergétique, les risques de délocalisation des emplois et les moyens d'y faire face, et le potentiel de création de nouveaux emplois dans le transport, le bâtiment, l'efficacité énergétique. L'étude conclut sur le fait que le résultat net sur l'emploi serait légèrement positif. Elle insiste sur la nécessité de développer des politiques claires, sur les besoins en investissements publics en Recherche & Développement, sur le développement d'énergies renouvelables, des réseaux publics de transport et la rénovation d'immeubles. Les auteurs appellent à la mise en place de 'Programmes de transition pour l'emploi' bénéficiant de financements publics importants et qui soient le résultat d'une concertation négociée entre partenaires sociaux. L'objectif étant d'anticiper, de minimiser et d'atténuer les conséquences sociales négatives des politiques d'adaptation. Plus d'informations: <http://www.etuc.org/a/3676>

Une nouvelle étude détaillée sur les changements climatiques, les nouvelles politiques industrielles et les solutions aux crises climatique et économique est en cours. Pour de plus amples informations: apanneels@etuc.org.

Anticiper, prévenir et faire face aux défis dans des secteurs spécifiques

Comme le Rapport Stern² nous l'a rappelé, le changement climatique représente un échec historique pour le marché. Nous ne pouvons pas faire confiance aux seuls mécanismes du marché pour nous sortir avec succès de la crise écologique. Seul la régulation, un processus démocratique d'élaboration et de mise en œuvre des politiques et, surtout, un réel leadership politique peuvent nous sortir de cette situation délicate. L'ancien secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan a souligné ce qu'il appelait un "effrayant manque de leadership" lorsqu'il s'agissait de gérer le scénario post-2012. En tant que syndicats, nous appelons à l'émergence d'un tel leadership et à sa consolidation lors de ces négociations.

Les syndicats soulignent la nécessité d'avoir des objectifs ambitieux et

² Stern, N. (2006). Stern Review on the economics of climate change (Rapport Stern sur l'économie du changement climatique), ministère des finances du Royaume-Uni

effectifs de réduction des émissions. Tout en étant d'accord sur le fait qu'il faille dans un premier temps fixer des objectifs ambitieux, les syndicats sont lucides quant à la difficulté que représente la transformation de tels objectifs en réalités politiques. Nous sommes conscients que la plupart des pays sont rarement parvenus à atteindre la justice sociale lors de leur restructuration économique.

La communauté internationale doit prendre conscience que les impacts potentiellement négatifs proviennent avant tout d'une mauvaise conception des politiques de lutte contre le changement climatique. Des difficultés émergent lorsqu'il y a un manque de consultation, d'anticipation et de protection des communautés qui sont particulièrement exposées aux politiques de réduction des émissions. La mise en œuvre de politiques nationales d'atténuation et d'adaptation nécessite une évaluation de l'impact et une participation démocratique pour garantir des retombées économiques et sociales positives.

Nous soutenons donc la mise en place d'un cadre qui garantisse une transition progressive. Un tel cadre doit être basé sur les principes suivants:

Consultation: Afin de mieux anticiper les effets et de mieux accompagner la transition, les gouvernements doivent institutionnaliser des réseaux formels de consultation pour le partage d'informations et le dialogue avec les communautés et les travailleurs/esues qui seront le plus affectés par le changement climatique ou par les mesures mises en place pour en atténuer les effets.

Au niveau local et régional, des processus d'accumulation d'information doivent promouvoir le dialogue social ainsi que la consultation des représentants des acteurs affectés (à savoir les syndicats et les organisations d'employeurs) pour une meilleure prise en compte de leurs besoins.

Anticipation: Un processus de consultation adapté ne sera pas suffisant tant qu'il ne sera pas accompagné d'études/analyses qui évaluent les impacts de scénarios alternatifs de réduction sur les systèmes de production. Des études nationales, régionales et sectorielles sur les politiques liées au changement climatique et leur impact sur l'emploi et les marchés du travail doivent être systématiquement réalisées. Une évaluation ex-ante des politiques est primordiale puisqu'elle permettra leur éventuel remodelage ou amélioration.

Protection: Certains secteurs, tels que ceux liés aux énergies fossiles et autres secteurs fortement consommateurs en énergie, feront face à des changements significatifs dans le changement global vers une énergie à faibles émissions de carbone et le futur industriel. Il s'agit des industries telles que celles de l'acier, du fer, de l'aluminium, des centrales à combustible fossile ainsi que certains services, tels que le transport routier. Il est extrêmement important de soutenir l'investissement dans des technologies à faibles émissions de carbone et des mesures de rendement énergétique, en maintenant et en développant dans la mesure du possible des industries viables à faibles émissions de carbone, moyennant la promotion de programmes de qualification et de formation pour une économie à faibles émissions de carbone et qui permet une utilisation plus efficace des ressources.

Lorsque les risques pour certains secteurs sont inévitables, des mesures

doivent être prises en consultation avec les syndicats pour protéger les plus vulnérables dans la chaîne de production: les travailleurs. Cette protection est clairement définie dans le concept de transition juste, qui appelle à:

I La protection à travers la formation: La protection des travailleurs implique le développement de formations pour faciliter la transition vers de nouveaux secteurs. La mise à niveau des savoir-faire est largement absente des débats qui traitent de la diversification économique ou du transfert de technologies. Les lacunes en terme de savoir faire pourraient représenter un handicap sérieux aux efforts de réductions d'émissions et avoir des conséquences néfastes pour les travailleurs des secteurs à risque. Des politiques actives sur le marché du travail doivent impérativement faire partie de ce 'package de transition' afin que les travailleurs/euses s'intègrent au changement de l'environnement du travail. Le but ultime de ces politiques est la mise en place de systèmes de protection sociale justes et adaptés aux nouveaux enjeux que représentent le changement climatique et les politiques publiques qui en découlent.

I Protéger la vie économique des communautés: Les syndicats considèrent qu'une transition est nécessaire afin de protéger ceux qui travaillent dans des secteurs à risque. Cette transition doit comprendre des politiques pour promouvoir des technologies propres et économes, le développement d'un entrepreneuriat socialement responsable, la création de perspectives d'emplois alternatifs et la diversification économique.

A long terme, seuls des investissements, la recherche et le développement au niveau national, des politiques ambitieuses de formation et la diversification économique pourront effectivement protéger les communautés qui travaillent actuellement dans des secteurs fortement émetteurs en GES.

Des mesures législatives pour une transition juste doivent être mises en œuvre avant toute mise en place de mécanismes de réduction des émissions pouvant induire des pertes d'emplois. Si tel n'était pas le cas, la possibilité d'obtenir un consensus global sur ces mesures risquerait d'être remise en cause.

Autres impacts économiques et sociaux

Les syndicats soulignent l'importance d'élargir la discussion et d'analyser les conséquences économiques et sociales des réductions d'émissions sur les différents secteurs de l'économie.

Les risques liés à la fuite de carbone³ doivent être atténués à travers une approche multilatérale prudente. De nombreux syndicats soutiennent les mécanismes d'ajustements aux frontières en tant que réponse aux risques de fuites, eu égard à l'exposition actuelle et potentielle des industries à la concurrence internationale venant de pays qui ne s'engagent pas dans une démarche de réductions de GES. Il est indispensable de prendre en compte les effets potentiels de mécanismes d'ajustement aux frontières sur le commerce

3 La "fuite de carbone" a lieu lorsqu'un pays augmente ses émissions à la suite de la réduction des émissions par un autre pays qui applique une politique climatique plus stricte. Elle implique la relocalisation de la production et/ou de l'investissement dans le deuxième pays.

On ne peut laisser les pauvres sombrer dans une misère encore plus grande. Les pays développés devraient assigner les fonds publics suffisants à l'adaptation dans les pays en développement. Ceux-ci devraient intégrer l'adaptation dans leurs politiques en matière de développement et d'emploi. Les régimes de protection sociale, la promotion du travail décent et des services publics de qualité s'avèrent fondamentaux comme moyens de réduire la pauvreté

international et les économies des pays en développement, les répercussions de l'internationalisation du coût réel du transport des marchandises et les effets d'une relocalisation des industries polluantes dans des pays en développement qui ne disposent pas de mécanismes d'atténuation adaptés.

Des accords sectoriels mondiaux, dans l'aviation et le transport, ainsi que dans les industries manufacturières pourraient diminuer les risques liés aux fuites de carbone et d'emplois. Ces accords pourraient représenter des moteurs pour un changement technologique à la fois dans les industries des pays développés et en développement. Il sera néanmoins indispensable de garantir que les données collectées sur les émissions et dans le cadre des accords sectoriels globaux soient vérifiables et précis.

Il faudra aussi prendre en compte les prévisions qui seront faites sur les effets redistributifs des politiques relatives au changement, l'impact des mesures sur la pauvreté (par exemple, la diminution des subventions pour l'électricité), les revenus, l'équité et l'égalité de genre, ainsi que l'analyse des mesures de compensation à appliquer afin "d'amortir" ces effets. Dans ce contexte, l'expertise syndicale, académique et patronale doit être intégrée au processus décisionnel.

L'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation du Mécanisme de développement propre (MDP) et des projets d'Application conjointe (AC) doivent être conformes aux plans de développement durable des pays hôtes et ne devraient pas être appliqués de manière isolée. Il est nécessaire d'incorporer l'éradication de la pauvreté, la promotion de l'égalité, et le développement durable tout en réduisant les émissions. Ceci requiert notamment un réel progrès dans l'évaluation de ces projets, le développement d'indicateurs sociaux et d'autres outils qui soient le reflet de valeurs et de normes sociales partagées. Il s'agira également de prendre en compte les bénéfices sociaux lors de l'évaluation du MDP et des AC, ainsi que la création et l'amélioration des mécanismes de participation et de consultation dans les pays hôtes de MDP, y compris l'implication des travailleurs. Les critères de développement durable sont essentiels afin de garantir l'additionnalité des projets. En outre, il est nécessaire de souligner que ces projets ne contribuent pas à obtenir une transformation de la production et de la consommation dans les pays développés, étant donné qu'ils sont basés sur la réduction des émissions dans d'autres pays.

Il est temps de combler le fossé de l'adaptation

"Nous glissons vers un monde où s'installe un apartheid de l'adaptation"
Desmond Tutu, Ancien Archevêque du Cap, Afrique du Sud

Les communautés dans les pays développés et en développement sont déjà en train de souffrir des impacts du changement climatique. Ils sont exposés à des risques uniquement parce qu'ils sont pauvres. Les plus riches disposent de libertés (de résidence, de mouvement) auxquelles les plus pauvres n'ont généralement pas accès. Ceci montre bien que la lutte que représente l'adaptation au changement climatique ne doit pas et ne peut pas être séparée

de celle contre la pauvreté et en faveur d'une société plus juste et plus égalitaire.

Comme l'indique le Rapport sur le Développement Humain 2008 du PNUD, l'ouragan Katrina nous a rappelé à quel point les hommes sont fragiles face aux conséquences directes du changement climatique dans les pays développés, surtout lorsque ses impacts se font sentir dans des contextes marqués par des formes institutionnalisées d'inégalité. A travers le monde développé, l'inquiétude générale quant à l'exposition aux risques climatiques extrêmes est en augmentation constante. Pourtant, les désastres liés au climat ont surtout lieu dans les pays pauvres. En moyenne, 262 million de personnes ont été annuellement affectés par des désastres climatiques sur la période allant de 2000 à 2004 – plus de 98% d'entre eux vivent dans des pays en développement.

En tant que syndicats, nous n'avons jamais accepté l'idée de laisser d'autres êtres humains mourir de faim ou de maladies guérissables. A nos yeux, il s'agit ni plus ni moins d'une violation des droits de l'homme. Nous n'accepterons donc pas que des êtres humains souffrent et meurent à cause du changement climatique.

Le changement climatique, en rajoutant des barrières supplémentaires au développement, contribue au cercle vicieux de la pauvreté. Les catastrophes écologiques telles que les sécheresses, les inondations ou la diminution des ressources naturelles ont des conséquences directes sur les plus pauvres. Elles aggravent des situations économiques et sociales déjà critiques (par exemple, la diminution des ressources en eau augmente le chômage, qui à son tour contribue aux flux migratoires vidant les campagnes de leur main d'œuvre et aggravant la crise économique des zones rurales).

La lutte contre la pauvreté et la lutte contre le changement climatique doivent être menée de paire. Tous les gouvernements, au Nord comme au Sud, ont un rôle décisif à jouer en offrant la volonté politique et la cohérence nécessaires à la réussite de ce combat. De nombreux pays développés investissent massivement dans le développement d'infrastructures de protection contre les aléas climatiques. Les pays en développement font face à des défis d'adaptation encore plus conséquents. D'autant plus que les gouvernements de ces pays ne disposent souvent que de ressources limitées pour y faire face.

Les syndicats considèrent qu'une nouvelle voie socialement et écologiquement juste doit impérativement émerger. Les pays en développement doivent s'orienter à la fois vers des modèles de production durable et offrir un accès adéquat à l'énergie. Des synergies entre la création d'emplois décents et les politiques d'adaptation doivent être explorées, étant donné qu'un revenu décent réduit la vulnérabilité.

Des services publics de qualité et un leadership fort du secteur public à tous les niveaux de gouvernement doivent être au cœur d'une réponse globale au changement climatique. Il faut, par exemple, encourager et soutenir

financièrement des partenariats public-public pour le transfert de technologies dans le secteur des services publics. Les appels d'offre publics doivent intégrer des éléments liés aux normes environnementales et sociales.

Les syndicats soulignent le rôle important des services publics dans les secteurs clés comme l'éducation, la santé publique et le transport, ainsi que l'accès à l'énergie pour couvrir les besoins de base, entre autre. Ces services sont essentiels puisqu'ils contribueront à des politiques climatiques plus justes et plus efficaces (des politiques climatiques nécessiteront une main d'œuvre hautement qualifiée, des chercheurs, et des ingénieurs; la réduction des émissions de GES sera facilitée par l'augmentation des transports en commun qui, par la même occasion, augmentera la mobilité des plus pauvres).

En outre, les syndicats considèrent que la justice climatique ne peut être atteinte qu'à travers l'égalité entre les sexes. Le changement climatique n'est pas neutre en ce qui concerne les questions de genre. Les femmes sont généralement plus vulnérables que les hommes et, à l'échelle mondiale, elles forment la majorité des pauvres et des démunis. Leurs vies dépendent souvent des ressources naturelles actuellement menacées par le changement climatique. Les femmes sont une source essentielle d'idées innovantes et de stratégies d'adaptation. Il faut les appuyer pour qu'elles puissent jouer un rôle moteur dans le processus décisionnel à tous les niveaux, y compris dans les structures syndicales. Les principes de l'égalité hommes/femmes doivent être adoptés à tous les niveaux de la stratégie de lutte contre le changement climatique, de la recherche à l'analyse, de l'élaboration à la mise en œuvre des stratégies d'atténuation et d'adaptation.

Les politiques de lutte contre la pauvreté doivent s'accompagner de réponses radicales au changement climatique. Nous pensons qu'une approche globale doit être adoptée, comprenant:

■ **Le développement de services et d'infrastructures durables:** la planification des investissements publics devra prendre en compte la question de la durabilité environnementale. Des services publics de qualité ainsi qu'un leadership politique exemplaire à tous les niveaux du gouvernement doivent être au cœur de la réponse globale à apporter au changement climatique. Les investissements dans l'eau, la santé, le transport, le logement et d'autres services et infrastructures essentielles doivent contribuer à renverser la tendance destructrice des privatisations et de la dérégulation, et doivent être fait de manière transparente et démocratique. Il faut appuyer les aides financières qui contribuent à renforcer les partenariats pour le transfert de technologies dans des secteurs comme celui des services publiques, par exemple.

■ **Le développement des compétences:** les travailleurs et leurs communautés doivent être informés, impliqués et formés afin de répondre présent face aux défis auxquels ils seront confrontés sur leurs lieux de travail et au quotidien. Le manque d'information représente une barrière notable à l'adaptation. Les syndicats disposent des moyens nécessaires à la diffusion des informations qui touchent aux mesures préventives ainsi qu'aux stratégies de prévention et de réaction face aux désastres. Ils

peuvent aussi initier des débats sur l'adaptation économique à long terme des zones à risque.

I La protection sociale (y compris l'assurance): la protection sociale est un outil qui a été développé pour réduire la vulnérabilité des individus. Le changement climatique s'accompagne d'incertitudes grandissantes quant à nos capacités à répondre aux nouveaux besoins des populations qui en découlent. Les gouvernements doivent mettre en œuvre des mesures de protection sociale adaptées: l'accès à un logement décent, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable, un revenu minimum, le droit à la sécurité sociale. Les syndicats considèrent que les risques liés au climat requièrent des mécanismes d'assurance et de réassurance adaptés pour les foyers pauvres exposés au risque. Une attention particulière devra être portée sur la mise en place de programmes publics et sur la revitalisation des programmes coopératifs et mutualistes. Les assurances privées doivent être régulées en suivant des objectifs similaires.

Adaptation et solidarité internationale

Les plus pauvres n'ont pas à choisir entre se débrouiller avec les ressources limitées dont ils disposent ou plonger dans une misère encore plus profonde. La justice sociale et le respect des droits de l'homme exigent un engagement international plus important dans le domaine de l'adaptation.

Il est donc indispensable de dégager les moyens nécessaires à l'adaptation et d'assurer un transfert de technologies.

L'eau, la santé et les infrastructures ont tous été identifiés en tant que secteurs vulnérables nécessitant le plus d'investissements. Ces investissements doivent aussi prendre en compte d'autres réalités, comme l'incidence croissante du VIH/sida et autres maladies qui réduisent les capacités à correctement fournir ces services. Dans ce contexte, les flux financiers doivent être orientés vers les pays en développement, afin de les aider à relever de manière cohérente tous leurs défis urgents, notamment le changement climatique.

Les syndicats appellent au respect des engagements pris à Monterrey et Gleneagles, portant sur une augmentation massive de l'aide au développement, afin d'assister les pays pauvres et pour une plus grande responsabilité des gouvernements qui éviteront de reporter leurs engagements d'une année sur l'autre.

Des fonds publics suffisants doivent être assignés à l'adaptation dans les pays en développement. Selon la CCNUCC, le PNUD et Oxfam, durant la période 2013-2017, il sera nécessaire de mobiliser au moins 200 milliards € pour la planification et l'application de mesures d'adaptation dans les pays en développement. Comme le financement est destiné à réparer un dégât que les pays en développement n'ont pas causé, les ressources financières ne devraient pas être transformées en prêts ou en d'autres formes de charge financière pour les pays en développement dans le futur.

Le climat, l'adaptation et le monde du travail

L'adaptation au changement climatique offre l'occasion de s'engager dans de nouvelles voies de développement: un développement qui respecte les droits des travailleurs et de l'environnement. La recherche régionale, sectorielle et locale est nécessaire pour mieux comprendre les effets que les mesures d'adaptation pourraient avoir sur l'économie, la réduction de la pauvreté et l'emploi.

Néanmoins, nous pouvons dire sans risque que les stratégies d'adaptation – si elles améliorent les capacités des sociétés et des économies à réagir et à s'adapter au changement climatique – n'ont pas, par essence, d'impacts négatifs sur les moyens de subsistance ou l'emploi.

Alors que le changement climatique affectera l'agriculture, les forêts, les écosystèmes, la santé des hommes et leurs zones de vie, en particulier dans l'hémisphère sud, des mesures d'accompagnement pourraient être mises en œuvre pour induire des effets positifs sur l'emploi, ou à tout le moins, réduire l'intensité des effets négatifs.

Les syndicats appellent à l'élaboration de stratégies nationales et régionales cohérentes sur les questions relatives au changement climatique

Les stratégies énergétiques, l'eau, la biodiversité et les migrations offrent de bons exemples des problèmes à résoudre à la fois au niveau national et régional, notamment dans les zones de la planète où il y a une forte intégration régionale et sous-régionale des marchés et des politiques (comme l'UE et le Mercosur). Dans ces régions, l'intégration et l'automatisation de la protection climatique dans les politiques régionales représente un impératif si l'on veut que ces politiques soient durables et efficaces.

Stratégies énergétiques: La sécurité énergétique est actuellement l'un des enjeux majeurs pour la plupart des pays de la planète. Il est cependant très difficile, notamment pour les plus petites économies, d'atteindre cet objectif. Alors que des stratégies énergétiques régionales ont émergé, dans la plupart des pays la question du changement climatique n'a pas encore été systématiquement intégrée à ces politiques, tout comme les limitations en termes d'émissions, notamment dans les contextes en développement. Dans une perspective environnementale plus large, en plus de généraliser la prise en compte du changement climatique, les stratégies régionales doivent promouvoir un "bouquet énergétique" durable qui intègre des parts croissantes en énergies renouvelables, une plus forte efficacité énergétique, la décentralisation de la production, ainsi qu'un accès équitable aux services énergétiques, et des solutions pour des logements et des modes de transports durables.

L'eau: Les effets du changement climatique sur l'accessibilité et la qualité de l'eau, ainsi que sur la fréquence des sécheresses et des inondations, augmenteront les problèmes actuels de gestion de l'eau dans les pays en développement et dans certains secteurs économiques. Les systèmes hydrologiques avec une gestion déficiente ou une absence d'eau sont les plus

vulnérables à l'impact négatif du changement climatique. Les investissements publics seront essentiels pour fournir un accès universel à l'eau et à l'assainissement ainsi que l'infrastructure nécessaire pour empêcher des désastres et garantir une réponse rapide et efficace après le désastre. Des travailleurs/euses devront être engagés, formés et équipés pour remplir ces fonctions. Des actions au niveau régional doivent garantir l'accès à une eau potable pour l'ensemble de la population et la gestion partagée des systèmes hydrologiques et des cours d'eau souterrains transfrontaliers.

Migrations: A cause de ses impacts sur des communautés déjà sous pression, le changement climatique met la vie de nombreuses personnes en danger. Ceci contribue à renforcer les tendances actuelles de migration interne (de la campagne vers la ville) ainsi que les flux migratoires internationaux. Par conséquent le changement climatique met aussi énormément de pression sur les infrastructures et les habitants des zones urbaines. De nombreuses villes du monde, en particulier dans les pays en développement sont implantées dans des zones côtières et elles sont donc particulièrement vulnérables à l'élévation du niveau des mers et aux événements climatiques extrêmes, qui produisent et aggravent les tendances migratoires régionales. C'est la raison pour laquelle des politiques nationales et régionales pourraient être développées pour faire face aux situations d'urgence/de désastre tout autant qu'aux migrations et aux besoins de relogement qui en découleraient pour les communautés affectées. Au niveau international et au vu de l'absence actuelle de politiques migratoires durables, il est nécessaire de mettre en place des alternatives qui respectent les droits des migrants.

Biodiversité: Le changement climatique ainsi que les évolutions dans l'utilisation des sols mettent en péril de nombreuses espèces végétales. La destruction de la biodiversité, en particulier les forêts primaires, réduit les puits à carbone et a un impact notable sur les foyers à faibles revenus dont la vie dépend de leur environnement direct. Puisque la nature et les espèces qui y vivent ne sont pas concernées par les frontières politiques, leur conservation passe par des actions à l'échelle régionale et internationale. Les gouvernements doivent adopter des mesures pour mettre fin à la déforestation. Dans de nombreux pays, ce phénomène est lié à un modèle axé sur les exportations et destructeur des ressources, qui promeut les monocultures et utilise des agrotoxiques, également dangereux pour les travailleurs/euses, les communautés et l'environnement, qui sont déjà victimes des conséquences.

Agriculture: la désertification du sol, la déforestation massive et les inondations, entre autres, ont un impact négatif direct sur les emplois agricoles dans les cultures pluviales. Les instruments innovateurs d'adaptation, et les nouvelles méthodes agricoles, la rotation des cultures, l'utilisation efficace de l'eau et le remplacement des pesticides constituent des méthodes précieuses pour réduire l'impact du climat et de la durabilité de ce secteur et garantir une adaptation durable aux phénomènes climatiques.

Transport: les changements considérables dans l'organisation de l'industrie mondiale du transport sont au cœur du processus de mondialisation. Le coût unitaire des transports de marchandises a diminué de manière significative,

De plus grands investissements sont nécessaires pour développer des politiques industrielles durables à long terme, visant à conserver et à créer des emplois décents et "verts"/durables, à rendre "verts" tous les lieux de travail et à développer et à déployer la technologie. Les pays développés doivent redoubler d'effort en ce qui concerne le transfert de technologie et le financement de la recherche et de l'innovation dans les pays en développement.

ne représentant que moins d'1% des coûts totaux de production, ouvrant la voie à de nouveaux modèles de production et de distribution et changeant radicalement la vie socioéconomique de notre société. Les pressions du marché maintiennent des coûts de transport bas mais les transports peu coûteux ont imposé un prix lourd en termes de pollution, de consommation d'énergie, de sécurité, de conditions de travail et de niveaux de vie des travailleurs/euses du secteur et une réduction de la qualité de la vie urbaine et communautaire. Des mesures efficaces doivent être adoptées pour promouvoir l'utilisation de modes de transport qui soient les plus économes en énergie dans le transport des passagers et des marchandises, en prêtant une attention particulière aux avantages de l'intermodalité. Toutefois, compte tenu de la nature multimodale des transports, le rendement individuel ne peut être pris en compte de manière isolée. Seule une approche planifiée, qui combine des mesures visant à limiter l'utilisation du véhicule privé, notamment la taxation sur les combustibles de haute densité et les véhicules et les péages, avec des systèmes rapides, confortables, abordables et efficaces des transports publics de bus, de taxis et de réseaux ferroviaires urbains, pourrait résoudre ce problème. La promotion et le financement de ces systèmes devraient constituer une responsabilité centrale des pouvoirs publics. Le principe fondamental dans la planification des transports durables doit être l'internalisation des coûts externes. Les transporteurs devraient couvrir les coûts totaux du transport – y compris les coûts liés aux embouteillages, à la pollution, à la santé générale, aux accidents et à la piètre qualité de l'emploi – qui sont actuellement payés par l'ensemble de la société. Ces mesures doivent être prises par rapport à des politiques efficaces pour l'aménagement de l'espace et le remplacement des déplacements avec un véhicule privé à travers une plus grande disponibilité et l'utilisation des transports publics.

L'adaptation pourrait aussi fournir de nouvelles opportunités pour les secteurs à risque et pourrait également contribuer à améliorer la formation et les revenus des travailleurs. Toutes les mesures d'adaptation devraient être analysées en fonction de leur impact sur la création d'emplois et sur la réduction de la pauvreté, de sorte que le pays puisse prioriser celles dont l'impact est positif dans ces deux domaines. Ceci est à recommander pour tous les pays, puisque la réduction du chômage est la principale priorité dans la lutte contre la pauvreté.

Les mesures d'adaptation varient selon les secteurs, mais toutes devraient inclure des clauses pour les travailleurs qui ont des emplois à risque.

Il est temps de faire fonctionner les investissements et la technologie pour tous

Aujourd'hui, la plupart des économies sont confrontées à des risques de récession économique et de croissance de la pauvreté. Il est temps de saisir cette opportunité pour changer le système (économique et politique) qui nous a mené à la situation financière, sociale et écologique actuelle. Il faut désormais

réformer en profondeur le système financier international, mettre en œuvre des mécanismes innovants de financement, fixer de nouvelles règles plus justes pour réguler le commerce international, rendre nos sociétés moins émettrices en GES et plus adaptés au changement climatique.

En rendant nos sociétés plus durables nous réduiront notre dépendance énergétique, nous protégeront les ressources naturelles et offriront des vies dignes à tous les travailleurs du monde. Des investissements verts et une régulation financière ambitieuse peuvent former une source d'emplois de qualité, de cohésion sociale et de croissance.

Les moyens nécessaires au financement de la transition peuvent venir de plusieurs sources:

- domestiques (réforme du système fiscal; plus grande disponibilité de crédits bancaires pour les initiatives écologiquement et socialement durables, entre autres)
- internationales (y compris à travers la taxation internationale des transactions financières, qui est techniquement possible et représenterait une manière efficace de mobiliser des fonds, ainsi que d'autres sources de financement).

Les syndicats appellent les gouvernements à adopter une approche responsable et visionnaire, puisque ces mesures permettraient d'aboutir à un développement juste dans les pays pauvres et pourraient offrir une base pour une croissance économique propre et durable à long terme.

Les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de mesures d'adaptation et d'atténuation dans les pays développés et en développement

Les pays développés et les pays en développement les plus avancés, dans lesquels il existe des mécanismes capables de promouvoir la recherche, l'innovation et les investissements, doivent fournir un effort majeur. Les gouvernements et les entreprises doivent réorienter les flux financiers vers ces types d'investissements. Les pays développés doivent rendre disponibles des aides financières et des technologies vertes aux pays en développement pour leur permettre de contribuer à la réduction des émissions de GES. La coopération sud-sud peut également jouer un rôle dans l'expansion des technologies dans les pays en développement. Une attention particulière doit être portée à la nécessité de promouvoir des flux d'investissements non spéculatifs et à long terme.

Les syndicats portent une attention particulière aux flux financiers rattachés aux investissements pour réduire les émissions de GES dans les pays en développement. Bien que ceux-ci soient indispensables afin d'augmenter la contribution des pays en développement, en particulier dans les économies émergentes, à l'effort global de réduction des émissions, ces flux financiers ne doivent pas porter atteinte aux autres politiques de lutte contre la pauvreté.

La mise en place de mécanismes d'atténuation et d'adaptation sont dans

l'intérêt général et ne doivent pas être basées sur une approche de "charité" ou de "philanthropie" qui mette les pays "bénéficiaires" dans une situation de dépendance vis-à-vis de la technologie ou des ressources qui leurs seraient octroyés.

Les fonds pour l'adaptation doivent être en plus des engagements déjà pris dans le cadre de l'Aide Officielle au Développement (AOD). Ils doivent être suffisants et réels. Les fonds transitant par la CCNUCC doivent être gérés démocratiquement.

Les syndicats appellent les gouvernements présents à la CCNUCC à inclure dans le mécanisme financier des dispositions concernant les politiques en matière de "transition juste", notamment les évaluations de la vulnérabilité sociale/de l'emploi, la formation professionnelle et la diversification économique dans les pays les moins développés, dans le cadre de l'engagement à l'adaptation.

Les syndicats considèrent qu'un régime fiscal équitable représente une source conséquente de financement pour l'adaptation. Une réorientation fiscale doit être opérée afin de garantir un développement durable, une redistribution plus juste de la richesse. Elle doit permettre de fournir un système de protection social équitable qui inclut un système d'assurance et un bon accès aux services de santé pour ceux qui seront le plus exposés aux risques climatiques. Il s'agira aussi d'offrir des compensations, des formations et des aides financières à ceux qui pourraient être affectés par le changement climatique ainsi que les politiques mises en place pour y faire face. Les syndicats considèrent que la réforme fiscale se doit d'inclure comme objectif la neutralité de son impacte sur les revenus. Une attention particulière doit être portée sur les pressions exercées sur les foyers à faible revenu et les classes moyennes.

Le marché du carbone, en encourageant les investissements dans des politiques de réduction d'émissions, doit être mis en place de façon à assurer un financement stable et pérenne des politiques d'adaptation et d'atténuation. Le besoin d'assurer une tendance prévisible pour les autorisations de rejet de CO2 et les instabilités actuelles sur les marchés financiers, soulignent l'importance de la transparence sur ces marchés, avec un contrôle actif des gouvernements et un système de régulation qui soit à la fois rationnel et rigoureux.

Les options technologiques pour réussir la transition vers un monde à faible production en carbone

Alors que de nombreuses technologies existent pour lutter contre le changement climatique, celles-ci ne sont malheureusement pas déployées à grande échelle⁴. Leur coût, leur faible niveau de déploiement actuel, les restrictions liées aux brevets et le manque de volonté politique sont responsables de la diffusion limitée de telles innovations technologiques, et part conséquent des augmentations actuelles des émissions de GES.

4 "Les niveaux de stabilisation pour les concentrations de GES qui ont été étudiés peuvent être atteints en recourant à un portefeuille de technologies disponibles actuellement et à d'autres qui devraient être commercialisées dans les prochaines décennies, pour autant que des mesures d'incitation appropriées et efficaces soient adoptées et que les barrières soient levées". GIEC, 4^e Rapport d'évaluation. Réponses au changement climatique.

Les syndicats expriment leur préoccupation quant aux débats actuels en la matière, qui sous-estiment l'importance de veiller à ce que les technologies s'avèrent appropriées par rapport aux conditions locales, la nécessité de formation de la main-d'œuvre locale ou le renforcement des capacités pour le développement et la recherche dans les pays en développement. En outre, les syndicats soulignent l'importance de "l'innovation sociale" qui, moyennant l'introduction de changements organisationnels, communautaires ou individuels, a prouvé être fondamentale pour obtenir des résultats durables.

La recherche publique doit être renforcée, dans la mesure où elle constitue un élément clef du développement de la technologie. La formation et l'éducation sont également fondamentales pour toute stratégie à long terme impliquant de nouvelles technologies. Des augmentations considérables du financement mondial et national pour la recherche publique, le développement et la formation sont nécessaires, d'autant plus qu'il avait diminué au cours des dernières années. Une attention devrait être prêtée au besoin d'éviter l'exportation d'industries polluantes au monde moins développé. La capacité technologique doit être développée dans les pays en développement, avec un contrôle public suffisant.

Les syndicats insistent sur l'importance de développer des politiques visant à réduire la demande d'énergie et à garantir un "mélange" durable de différentes sources d'énergie; un assemblage qui mettra la priorité sur les énergies renouvelables, à forte intensité de main-d'œuvre, qui engagent une main-d'œuvre locale et sont respectueuses de l'environnement.

Les syndicats appellent à une intensification des efforts dans les domaines des économies d'énergies et de la gestion de la demande. Ces mesures, en plus de leur efficacité en termes de réductions des émissions, pourraient créer de nouveaux emplois en substituant des énergies généralement importées par des technologies et services à faible consommation et produites localement, et en répartissant les économies ainsi réalisées. Ces technologies contribuent aussi à la réduction du coût de l'énergie pour les ménages. Les gouvernements doivent donc agir rapidement pour mobiliser plus de ressources dans le développement et le déploiement de technologies plus propres dans les secteurs tels que le transport (utilisation de batteries), les énergies solaires et éoliennes, et une plus grande efficacité du réseau électrique, la production combinée de chaleur et d'électricité, la gestion durable des déchets, entre autres.

Puisque l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) prévoit qu'en 2050, la plupart de l'énergie continuera à provenir des énergies fossiles, il est nécessaire de continuer à faire des recherches sur les technologies de transition, y compris les technologies permettant une utilisation plus propre du charbon. Ceci pourrait être fait à travers la capture et le stockage du carbone (CSC). Des ressources supplémentaires pour la recherche, le déploiement et la mise en place rapide de centrales pilotes sont nécessaires à fin de déterminer si la CSC est économiquement viable, efficace et sans conséquences pour l'environnement, et donc généralisable à l'avenir. Les syndicats appellent à la mise en place d'un cadre transparent et participatif pour développer ces technologies, garantissant ainsi sa durabilité sociale et environnementale,

et évitant par la même occasion d'augmenter la dépendance des pays en développement vis-à-vis de cette technologie.

Pour que les technologies se développent suffisamment et qu'elles puissent réaliser cette transition, un "agenda international de l'innovation" doit être discuté. De plus, les accords sectoriels globaux pour les secteurs comme ceux du transport pourraient stimuler la mise en application des technologies existantes les mieux adaptées ainsi que leur développement.

Cohérence de la gouvernance internationale

Nous appelons les Nations Unies à développer une plus forte cohérence et des liens supplémentaires entre les différentes Conventions onusiennes. De plus, la CCNUCC doit travailler avec la société civile pour identifier les impacts des politiques commerciales et des accords à l'OMC (et ailleurs) sur les mesures nécessaires au combat contre le changement climatique (par ex: fuites de carbone). La déréglementation promue par les accords de libre-échange a prouvé être incompatible avec la protection du climat et de l'environnement. La CCNUCC doit dès lors garantir que là où il y a un conflit d'intérêts entre ces politiques et l'impératif environnemental, les gouvernements pourront prioriser la question du changement climatique.

DÉFIS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX EN AMÉRIQUE LATINE: UNE RÉPONSE SYNDICALE

QUI? La Confédération syndicale des travailleurs et des travailleuses des Amériques (CSA)

POURQUOI? Face à la nécessité de proposer un modèle économique, social et environnemental pour la région.

QUOI? La 2e Assemblée sur l'environnement et le travail pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est tenue les 4 et 5 mai 2009 à Buenos Aires, au cours de laquelle il a été décidé d'unir les positions des mouvements sociaux de la région par rapport à la nécessité d'agir de toute urgence face à la crise de la justice distributive, de transformer l'État et de rétablir son rôle dans la réglementation de l'économie et la promotion du développement, de confirmer le droit à un développement durable sur les plans économique, politique, social et environnemental, étant donné que les ressources naturelles de la planète ne permettent pas d'étendre le mode de consommation des pays industrialisés et de combattre le changement climatique en construisant d'autres modèles de développement durable, qui requièrent la fin des accords de libre-échange et d'investissement qui ont donné lieu à la dégradation environnementale et à l'exploitation de nos ressources.

Dans ce contexte, l'Assemblée a adopté un certain nombre de propositions, qui viennent s'ajouter à celles qui figurent dans la déclaration du mouvement syndical international.

Justice et dette climatique: les pays industrialisés ont une dette environnementale à l'égard

des pays du Sud. La justice climatique sera instaurée lorsque les pays développés assumeront cette dette, ce qui implique une réduction draconienne et urgente de leurs émissions de polluants, le dégagement de fonds aux pays pauvres pour les processus d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, et le transfert de technologies « propres » pour le développement de processus productifs durables sur le plan environnemental.

Mécanismes de flexibilité: le mouvement syndical latino-américain et caribéen considère le développement de Mécanismes de développement propre (MDP) et les propositions de mécanismes pour la Réduction des émissions provenant de la dégradation et de la déforestation (REDD) comme des instruments destinés à commercialiser les éventuelles solutions au changement climatique, sans fournir de mesure d'encouragement pour surmonter le modèle déprédateur sur le plan environnemental des pays développés.

Pour de plus amples informations maite.llanos@csi-csa.org

Des politiques préventives et proactives doivent être établies pour les travailleurs/euses et les lieux de travail en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique et les effets potentiels des politiques d'atténuation.

Il est temps que les travailleurs/euses et les lieux de travail deviennent des acteurs de leur futur

Bien que la responsabilité principale pour la mise en œuvre de mesures de réductions des GES se situe au niveau national et international, c'est au niveau local (communautés, lieux de travail, citoyens) que l'impact de ces efforts se fera particulièrement ressentir. A travers des politiques proactives et durables qui garantissent des revenus décents, les gouvernements disposent des moyens nécessaires à la protection des plus pauvres.

C'est au niveau communautaire, à travers des campagnes d'information et de promotion de l'éducation à l'environnement, que l'on trouve bon nombre des opportunités indispensables à la transition vers des modes de consommation plus durables.

Mais c'est naturellement sur les lieux de travail que cette lutte pourra être engagée et remportée. Puisque près de 75% des GES mondiaux proviennent du secteur manufacturier, la production/approvisionnement en énergie, le transport et la construction⁵, les interventions sur les lieux de travail seront indispensables à la réussite du processus d'adaptation dans ces différents secteurs. Les lieux de travail doivent être au cœur des réductions (matérielles et émissions), des changements en termes de production et du développement durable.

Le rôle et les responsabilités des entreprises doivent être modifiés pour qu'elles puissent répondre au défi que représente le changement climatique. Un dialogue bipartite et tripartite et l'inclusion de mesures liées au climat dans les accords collectifs (par exemple dans le domaine des formations) sont essentiels. Leur rôle doit être souligné à l'occasion des cycles de négociations actuellement en cours. Les travailleurs doivent être directement impliqués et consultés à tous les niveaux.

⁵ GIEC, Quatrième Rapport d'Évaluation (2007) Résumé pour les décideurs, tableau SPM3.

LA PROTECTION CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE COMMENCE SUR LE LIEU DE TRAVAIL

QUI?

Syndicats dans différents pays (Royaume-Uni, Japon, Espagne, Allemagne)

POURQUOI?

Les lieux de travail sont au coeur de la lutte contre le changement climatique.

QUOI?

Au Royaume-Uni, le projet TUC Greenworkplace, financé par le Carbon Trust du gouvernement britannique, a soutenu des initiatives syndicales de réduction de la consommation d'énergie dans divers lieux de travail verts à travers le Royaume Uni – par exemple Corus steelworks, Friends Provident (services financiers), DEFRA (le Ministère de l'environnement), le siège social de TUC (confédération des syndicats britanniques), Scottish Power, ainsi que le British Museum. Tous projets encourageait les syndicats à entreprendre des enquêtes auprès du personnel, des journées portes ouvertes écologiques, des formations 'Représentants Syndicaux aux Questions Environnementales', etc.), ainsi que des négociations avec la direction. Ceci a entraîné de réelles économies d'énergie – la TUC a par exemple réduit de moitié sa consommation d'énergie la nuit (et diminuer sa mise en décharge de déchets de 40%) et le British Museum a réduit sa consommation d'électricité de 7%. Les syndicats ajoutent à présent la formation en techniques vertes, et des initiatives d'économie d'énergie dans le programme de négociation collective local avec la direction.

Au Japon, la confédération Japanese Trade Union Confederation (JTUC-RENGO) a lancé une campagne intitulée «Eco-Life 21», qui vise à mettre en place des actions sur le lieu de travail pour changer les habitudes des travailleurs. Elle a promu l'utilisation de sacs réutilisables, le réglage adapté des températures intérieures, des codes vestimentaires «ecostyle», des systèmes de transport écologiques, l'achat de fournitures recyclable, entre autres.

En Espagne, à Barcelone, les syndicats ont créé un Centre d'Information sur la mobilité, visant à promouvoir une mobilité durable, informer les travailleurs sur les moyens de se déplacer plus facilement entre leurs domiciles et leur lieu de travail: transports en commun, vélos, covoiturage.

En Allemagne, la centrale syndicale DGB et son institution de formation, la DGB Bildungswerk, conjointement avec le ministère fédéral pour l'environnement (BMU), ont lancé une initiative visant à sensibiliser au besoin d'utiliser de manière plus efficace le matériel et l'énergie parmi les membres du comité d'entreprise et les employés, afin de réduire les coûts grâce à une augmentation de la productivité d'énergie, comme alternative aux politiques destinées à réduire les coûts de production. De nouvelles techniques sur le lieu de travail déboucheront sur l'innovation, des processus plus efficaces et, par conséquent, une économie des émissions de CO2.

Les lieux de travail ont besoin de l'établissement de politiques proactives et préventives en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique, ainsi que l'impact potentiel des politiques d'atténuation.

Les syndicats ont déjà commencé à faire leur part du travail. Ils forment et mobilisent les travailleurs pour qu'ils soient prêts à faire face à ce nouveau défi. Le respect des syndicats et des droits des travailleurs sont donc essentiels à l'optimisation du potentiel d'action sur le lieu de travail. Les droits, tels que les droits à l'information, à la formation et à la participation au processus

de prise de décision des représentants syndicaux dans les domaines liés à l'environnement; la protection des lanceurs d'alerte et le droit de refuser un travail qui présente des risques environnementaux, sont indispensables à tout engagement du mouvement syndical et donc à la protection de l'environnement sur le lieu de travail.

Dernières remarques

Nous vivons dans un monde varié. Des zones urbaines à forte densité aux populations autochtones, nous devons nous nourrir de ces différentes expériences et travailler en solidarité avec des ONG environnementales, sociales et de genre, des gouvernements locaux, des organisations de consommateurs, des peuples indigènes, entre autres, afin de recueillir un consensus ferme en matière de politiques climatiques.

Pendant cette dernière décennie, les Global Unions ont participé à toutes les réunions de la Conférence des Parties (COP) à la CCNUCC. Notre travail est fondé sur la conviction qu'un engagement pour assurer la participation des travailleurs à la prise de décision et pour mettre en place une transition de l'emploi devrait réaliser le potentiel des travailleurs dans la lutte contre le changement climatique.

Les syndicats continueront à informer les travailleurs et leurs communautés sur le besoin de mettre en œuvre des politiques climatiques qui soient justes, urgentes et fermes. Un changement de paradigme vers une société socialement et écologiquement responsable nécessite une implication forte des travailleurs et de leurs organisations et la reconnaissance de leur rôle. Nous nous engageons à travailler dans ce sens.

Pour de plus amples informations sur les syndicats et les changements climatiques:

Page web spéciale de la CSI sur le changement climatique:<http://climate.ituc-csi.org>

Page web de Sustainlabour - <http://www.sustainlabour.org>

Page web de la CSA sur l'environnement -<http://www.csa-csi.org/content/section/5/66/>

Initiative sur les emplois verts de l'OIT (uniquement en anglais) - <http://www.ilo.org/integration/themes/greenjobs/lang--en/index.htm>

**Lors de la COP15, vous pouvez rencontrer la délégation
syndicale dans le pavillon “Monde du travail”
(World of Work - WoW)**



14-16 décembre 2009

Bâtiment de la LO-Danemark

Copenhague, Danemark

[Http://climate.ituc-csi.org](http://climate.ituc-csi.org)

LES EMPLOIS VERTS – EMPLOIS DÉCENTS: "UN JOUR, TOUS LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES AURONT DES EMPLOIS VERTS"

Un rapport récemment publié intitulé "Emplois verts: Vers un travail décent dans un Monde Durable et à faible production en carbone" coordonné par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la Confédération Syndicale Internationale (CSI) et l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE), démontre que les efforts pour lutter contre le changement climatique pourraient déboucher sur la création de millions de nouveaux "emplois verts" dans les prochaines décennies. Les emplois verts sont des emplois qui contribuent à la réduction de l'impact environnemental des entreprises et des secteurs économiques. Le rapport identifie quelques emplois verts déjà existants:

- **Approvisionnement en énergie – sources renouvelables d'énergie:** même si il ne contribue qu'à hauteur de 2% de la production énergétique globale, le secteur des énergies renouvelables a créé plus de 2.3 millions d'emplois verts ces dernières années. L'industrie éolienne emploie environ 300.000 personnes, le secteur du solaire [photovoltaïque] environ 170.000 personnes, et l'industrie solaire thermique plus de 600.000 personnes (dont un nombre important en Chine). Les pays avec des politiques actives de promotion des énergies renouvelables ont vu les emplois dans ces secteurs exploser. En Allemagne, le nombre d'emplois a quasi quadruplé pour atteindre le chiffre record de 260.000 en moins de 10 ans.

- **L'efficacité énergétique, particulièrement dans le bâtiment et la construction:** ce secteur a l'un des potentiels les plus importants de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de création d'emplois. Environ 4 millions d'emplois directs axés sur l'amélioration de l'efficacité énergétique existent déjà aux Etats-Unis ainsi que dans bon nombre de pays européens. La construction représente actuellement moins d'un million de ce total mais pourrait représenter une source significative d'emplois verts.

- **Le transport:** Des efforts sont nécessaires pour réduire l'empreinte écologique des voitures et pour augmenter les transports en commun afin de contribuer à réduire les émissions et créer de nouveaux emplois verts. En plus des emplois créés dans le secteur de la production de voitures peu consommatrices et peu polluantes, il existe plus de 5 millions d'emplois dans le secteur ferroviaire en Chine, en Inde et dans l'Union Européenne, et des millions d'autres dans le secteur des transports en commun au niveau mondial.

- **Industries de base et recyclage:** les secteurs industriels comme ceux de la métallurgie, du ciment, du papier représentent une part non négligeable de la consommation en énergie et en matières premières ainsi que des émissions de gaz à effet de serre. Le recyclage représente une option irréfutable pour réduire l'empreinte écologique de ces industries. Par exemple, il a été estimé que plus de 200.000 emplois sont concernés au niveau mondial dans le secteur de la production secondaire d'acier.

- **Agriculture:** Le rapport indique qu'il y a un potentiel considérable dans le secteur agricole, comme l'indiquent les pratiques durables dans les petites fermes, la production biologique et l'adaptation réussie au changement climatique.

- **Secteur forestier:** Au vu des espoirs placés dans les forêts en tant que puits de carbone et au vu de leur rôle en tant que source renouvelable de matériaux de base, zones de biodiversité, régulateurs de sources d'eau et autres services environnementaux, il est clair que les emplois verts dans les forêts joueront un rôle de plus en plus important à l'avenir.

Le rapport souligne le fait que le "verdissement" des lieux de travail peut contribuer de manière importante à la réduction des impacts environnementaux ainsi qu'à la prévention des effets négatifs du changement climatique. Ces gains sont souvent rapides, peu onéreux et n'impliquent pas d'investissements majeurs dans de nouvelles technologies.

Le rapport mentionné ci-dessus indique clairement que les emplois verts ne sont pas systématiquement liés à un travail décent. De nombreux emplois dans le domaine du recyclage, tout en contribuant à la réduction de l'exploitation de nouvelles matières premières, impliquent souvent des procédés dangereux et difficiles, à l'origine de dégâts significatifs pour l'environnement et pour la santé des travailleurs et de leurs communautés. Les emplois tendent à être précaires et les revenus sont généralement très bas. Si les emplois verts vont agir en tant que ponts vers un futur réellement plus durable, ce genre de pratiques doit changer.

Qu'il s'agisse des pays développés ou en développement, les écarts en termes de savoir-faire et le manque de travailleurs qualifiés sont en train de devenir des contraintes inhérentes à toute économie qui respecte l'environnement. Faire en sorte qu'il y ait les savoir-faire nécessaires et anticiper les besoins futurs sont deux préalables essentiels à toute transition réussie vers une économie verte et peu émettrice en GES.

Les évaluations et le monitoring de l'évolution des emplois verts et de la transformation du marché du travail doivent tenir compte des emplois indirectement induits ainsi que les déplacements desdits emplois.

Pour faire face aux défis environnementaux et sociaux qui se présentent devant nous, une large fraction de la population doit pouvoir bénéficier des emplois verts: les jeunes, les femmes, les paysans, les populations rurales et les habitants des quartiers pauvres. Pour que ce potentiel se réalise, les gouvernements doivent jouer un rôle moteur en lançant des stratégies de promotion de ce genre d'emplois.

NOTES

[illegible]



Editeur responsable:

Guy Ryder, Secrétaire général

CSI

5 Bld du Roi Albert II, Bte 1, 1210-Bruxelles, Belgique

Tel: +32 2 2240211, Fax: +32 2 2015815

E-Mail: press@ituc-csi.org • Site Web: <http://www.ituc-csi.org>

Mise en page: **Vicente Cepedal**

Avec le soutien de: **Sustainlabour**